



# VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

2 JUIN 1964 N° 15

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

## Un calme peu rassurant

Le patronat est à peu près tranquille. Il l'affirme sous la plume de M. Jacques Klein dans « Les Informations Industrielles et Commerciales » du 22 mai 1964 : « Pas de grands mouvements revendicatifs d'ici les vacances ». Prudent, M. Klein ajoute : « Les événements peuvent évidemment démentir les conjonctures les plus vraisemblables. Mais on peut hasarder le pronostic ».

Les causes de cette « bonace » Monsieur Klein les trouve en partie dans le plan de stabilisation gouvernementale. Non pas tellement sur ses effets économiques qui sont plus psychologiques que réels mais principalement sur ses aspects politiques.

Si l'horizon social offre une « Mer calme » c'est qu'en face du plan de stabilisation gouvernemental les syndicats n'avaient rien à proposer. Pour le valet de plume du patronat qu'est M. Klein, les propositions valables pour le « syndicalisme français » sont des propositions s'inscrivant dans le sens d'une plus grande intégration à l'Etat. Et c'est pourquoi le fait qu'il n'y ait rien de l'inquiète.

Pour lui, les syndicats n'ont pas su saisir l'occasion que leur offrait le gouvernement de devenir une force régulatrice des rapports de classe dans le cadre du régime capitaliste. Solution que depuis des années patronat et gouvernement s'efforcent de réaliser sans succès.

C'est évident pour la C. G. T. bien qu'elle ait accepté de « causer » avec le gouvernement et même de prendre part à des discussions académiques sur la politique des revenus.

La C.F.T.C., malgré ses prêches sur la collaboration de classe n'a rien trouvé d'autre que d'essayer de se laïciser en envisageant l'abandon de son C. Quant à Force Ouvrière dont la direction a manifesté son accord avec la méthode de discussions paritaires, elle a dû abandonner sa position devant la désapprobation clairement manifestée de ses militants.

Jouer le jeu gouvernemental ce n'est pas l'envie qui manquait aux dirigeants des organisations syndicales. Mais la force de la tradition d'indépendance syndicale a été plus puissante que la volonté de collaboration des dirigeants.

Par contre l'absence volontaire de plan d'action à opposer à la politique de stabilisation du gouvernement a désarmé pour quelque temps l'action revendicative.

Depuis la venue de De Gaulle au pouvoir les organisations syndicales se sont contentées d'orchestrer spectaculairement une agitation pour des revendications admises à priori par les institutions du pouvoir et par le patronat. En face du plan de stabilisation gouvernemental il fallait proposer un plan hardi de revendications sociales susceptibles d'entraîner les travailleurs dans des actions d'envergure mettant en cause le régime lui-même.

Les petites grèves pour les broutilles ne marchent plus. En fait les syndicats n'ont pas voulu entraîner les travailleurs dans une lutte hostile à la stabilisation capitaliste. Le relatif succès de la grève du 18 mars montre qu'ils avaient la possibilité de développer l'action. Ils s'en sont bien gardés.

Le patronat se réjouit de cette promesse de calme social, au moins relatif, à court terme. Mais à long terme il s'inquiète. Car si les syndicats n'ont pas pu s'opposer au pouvoir ils n'ont pas pu non plus s'y intégrer. De ce fait ils ne sont pas des partenaires valables pour le patronat.

Si, de moins en moins, nous pouvons compter sur les dirigeants syndicaux pour mener notre lutte revendicative, de moins en moins le patronat et le gouvernement peuvent compter sur eux pour encadrer et maîtriser notre action.

Et que la bourgeoisie ne puisse guère compter sur les syndicats ouvriers pour établir un dialogue « constructif » en vue d'affirmer son régime, cela dépend de nous. Car si exploités soyons-nous, il est certain que la bourgeoisie craint en nous la classe que nous sommes, la classe ouvrière.

Il nous appartient de construire des organisations capables de la contraindre de trouver à qui parler. C'est pendant que la mer est calme qu'il faut songer à construire le vaisseau qui devra tenir dans la tempête.

V. O.

## Autour du XVII<sup>ème</sup> Congrès Le Flirt P.C.F. - S.F.I.O.

## FIANÇAILES OU NOCES D'ARGENT

**B** IEN que les changements brusques et les révélations spectaculaires ne soient pas de coutume aux congrès du Parti Communiste Français, en cette période de flirt unitaire, les différentes organisations de gauche ou gauchisantes portent suffisamment d'intérêt à chaque prise de position du Parti Communiste pour attribuer au XVII<sup>ème</sup> Congrès une importance particulière.

Conformément aux prévisions, le Congrès s'est déroulé sous le signe de l'unité. Thorez déclarait : « Tout le congrès a été un appel passionné à l'unité de la classe ouvrière et à l'union des forces démocratiques, au rassemblement des couches sociales victimes de la politique des mono-

poles, en vue de la lutte contre le pouvoir personnel, pour l'instauration d'une démocratie véritable. »

La presse de gauche, de « L'Express » à la « Tribune Socialiste » organe du P.S.U., en passant par le « Populaire », témoigne que les organisations visées n'étaient pas insensibles à cet appel. Et le PCF peut assurément enregistrer comme un signe favorable l'effort des Claude Fuzier, Ferniot et autres Heurgon à déceler à partir de telle ou telle modification de détail, ces signes d'évolution qui « permettent tous les espoirs ». « Quelque chose a changé » soutient « L'Express ». « Le grand changement », écrit Claude Fuzier dans « Démocratie 64 ».

Quels sont ces changements qui ont l'air si prometteurs aux yeux des Ferniot, Fuzier et Cie ?

Commençons d'abord par le coup de chapeau unanime devant la « démocratisation » du Parti. Les commentateurs ont glissé discrètement sur les votes à l'unanimité, sur les claques rythmées à l'adresse du « guide éprouvé » pour relever surtout quelques modifications des statuts concernant en particulier le mode de vote. Apparemment pour les démocrates du genre Ferniot, le vote secret est le sommet de la démocratie et ils n'hésitent pas à déclarer avec une tranquille assurance que cette mesure est « de taille ».

Cependant la démocratie interne du P.C.F. ne préoccupant pas particulièrement ces porte-parole qui n'en font pas leur premier souci au sein de leurs propres organisations, ils passent rapidement aux points qui les intéressent plus directement.

Ce qui réjouit en premier lieu Fuzier, c'est « la reconnaissance, de fait et de droit, du socialisme comme mouvement majeur, indépendant et partie intégrante du mouvement ouvrier ». D'autant plus que cette reconnaissance ne vise pas seulement « l'unité d'action sur des objectifs défensifs », mais qu'elle implique le désir de la part du P.C.F. de participer activement à un certain nombre de réalisations proposées par les socialistes.

Dans le même cadre, « Tribune Socialiste » relève que le Parti qui, jusqu'ici « se refusait à envisager toute planification démocratique qui ne s'inscrivait pas dans le cadre d'un régime socialiste » montre d'heureuses dispositions pour la possibilité pour le gouvernement démocratique de demain d'avoir un plan économique, social et culturel élaboré démocratiquement avec la participation des organisations ouvrières. Autrement dit, le P.C. donnerait feu vert à ses militants syndicaux pour participer à la gestion de l'économie bourgeoise.

C'est cet aspect de la soi-disant nouvelle orientation du P.C.F. que relève à son tour « L'Express » en déclarant que « Le P.C. rejoint ainsi M. Pierre Mendès-France, M. Gaston Defferre, tous les hommes qui, dans les partis, les centrales ouvrières, les organisations paysannes, les clubs ou l'administration s'efforcent depuis quelques années d'associer les syndicats à l'action politique et, sous certaines conditions, à la gestion de l'économie ».

Il y a un autre heureux changement qui ne laisserait pas indifférent le rédacteur de « Démocratie 64 », c'est que « pour favoriser l'unité d'action les communistes ont, à leur congrès, pris grand soin de ne pas attaquer de front l'OTAN et l'Europe des Six ».

En effet, sachant que la SFIO ayant été le promoteur et le principal défenseur aussi bien du Pacte Atlantique que du Marché Commun et à ce fait un épiderme particulièrement sensible à cet égard, le P.C. se garde bien de choquer son futur partenaire. « Laissons de côté ce qui nous divise. »

## NEHRU, l'homme à la rose

## MAIN DE FER dans GANT DE VELOURS

Présenté par toute la presse comme le prophète de la paix, tant à l'intérieur de l'Inde qu'à l'extérieur, Nehru était un disciple de Gandhi qui, à la violence impérialiste, prétendait opposer pour la libération de son peuple la non-violence et la donnait en exemple à tous les autres peuples opprimés. Cela bien entendu n'empêcha pas l'Angleterre de continuer à écraser et à maintenir sous sa coupe directe tout un empire de centaines de millions d'hommes, et il fallut la grande césure de la II<sup>e</sup> guerre mondiale pour que l'Inde acquière son indépendance. L'impérialisme anglais se retira de la vie publique des Indes (non sans partager la péninsule en Etats « indépendants » : le Pakistan, de part et d'autre de l'Inde, et le Cachemire), mais il continua à dominer la vie économique de l'Union indienne par l'intermédiaire de la Commonwealth.

Nehru qui succéda à Gandhi en 1947, devant dix-sept années durant maintenir l'ordre » dans son pays, un ordre qui, sous les apparences de la démocratie consacrait la misère générale dans ce que Jean Wetz du « Monde » appelle « le plus misérable des pays sous-développés ».

A l'extérieur, il apparut comme le leader des « neutres », neutre pas seulement entre les deux camps qui partagent le monde mais neutre, aussi, entre les peuples en révolte et l'impérialisme mondial.

Malgré ses treize années d'emprisonnement par les Britanniques, il fut l'ami de la couronne d'Angleterre et Lord Mountbatten déclara à la presse à l'annonce de sa mort : « C'était un homme particulièrement magnanime qui n'a jamais manifesté le moindre ressentiment d'avoir été maintenu en prison par nous pendant

de nombreuses années... Il fut assez grand pour saisir la main de l'ami qui lui tendait les Britanniques ». En cela Nehru ne diffère pas des Bouquiba, Mohamed V et des Jomo Kenyatta, et c'est pourquoi la presse officielle émet des craintes sur les difficultés à trouver un leader qui accomplira aussi bien sa tâche.

Démocratie, neutralisme, non-violence, Nehru était passé maître dans l'art d'entretenir les illusions, mais il savait aussi le cas échéant faire une légère entorse à ses principes pour mieux les protéger. C'est ainsi qu'il entreprit le 19 décembre 1961 une opération militaire pour reprendre Goa, enclave coloniale portugaise en territoire indien. Cette présence qu'il avait acceptée pendant plus de dix ans dans une Inde « indépendante » et « républicaine » faisait ressortir la duplicité même du non-alignement, moyen de libération et mettait Nehru dans une position difficile pour prôner cette doctrine aux peuples d'Afrique, du Congo, de la Rhodésie ou de l'Union sud-africaine. Goa redevenue indienne, l'expédition militaire qui n'avait duré que trente-six heures fut rapidement oubliée et Nehru pouvait précher au monde entier la non-violence et s'éviter d'avoir ainsi à fournir des armes aux révoltés d'Angola ou de l'Union sud-africaine.

Car pour le malheur de Nehru, du gandhisme et de l'impérialisme, l'éveil des peuples coloniaux n'est pas une simple formule de rhétorique. Nehru, lui-même, disait que rien ne pouvait arrêter ce mouvement de libération, pas même la bombe atomique. Il aurait bien dû ajouter, pas même la non-violence — cette arme plus subtile de la domination bourgeoise — dont il s'est fait le champion jusqu'à sa mort.

Françoise MIGNAN

(Lire la suite en page 2)



# ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégoûtance des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardèrent Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasèrent l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui du présent journal —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître, vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

## L'ACTION REVENDICATIVE

A LA C.A.F.L.

### FACE AUX LICENCIEMENTS Une seule solution

Le 22 mai, nous avons été appelés au meeting qui se tenait à Saint-Etienne pour la défense économique de la Loire.

Plusieurs orateurs ont pris la parole à la suite pour se lamenter sur le dépeuplement de la région, et finalement pour nous demander d'imposer au gouvernement et au patronat l'implantation d'usines nouvelles dans la région.

Mais, par quels moyens ? Les industriels investissent où il est le plus rentable pour eux de le faire. Le gouvernement, avec son timide plan de décentralisation, subventionnant les entrepreneurs qui s'installeraient dans les régions désertées ou en voie de dépeuplement, n'arrive ni à imposer de solution. Comment nous, pourrions-nous y arriver ? En faisant pression sur les capitalistes pour qu'ils continuent à investir dans des régions moins rentables pour eux ? Mais quelle pression alors faudrait-il faire ? Et ce n'est pas seulement dans les régions désertées que nous devons faire pression, parce que là, nous sommes plus facilement vulnérables, mais surtout dans les régions les plus riches au contraire. Ce qui nous conduit tout simplement à la grève générale, et à ce moment-là nous avons d'autres solutions à imposer aux patrons que de venir nous exploiter ici plutôt qu'ailleurs.

On nous raconte à longueur de discours que la France est en pleine expansion économique, que nous produisons trois fois plus qu'avant-guerre, etc. etc. Déjà en 1936, la bourgeoisie pouvait nous accorder économiquement les 40 heures, combien pourrait-elle nous accorder maintenant ? Et tous les travailleurs qui font actuellement 46 heures, 48 heures et même plus, ne travaillant plus que 40 heures, combien d'emplois nouveaux cela créerait-il ? Le calcul est simple. Notre solution aussi.

(Extrait du n° 20 de la V.O. C.A.F.L.)

### CHEZ HISPANO-SUIZA

#### UN DESSIN D'ENSEMBLE

Ces temps derniers, les dessinateurs ont fait grève. Elle a été suivie à une forte majorité.

Nous ne pouvons que féliciter ce mouvement spontané de défense qui reste dans la tradition des dessinateurs de chez Hispano.

Néanmoins, il nous faut bien regretter que ce mouvement soit resté cantonné à leur corporation, car les revendications, elles, sont générales.

Les dessinateurs nous ont montré qu'ils savent se défendre, mais leur geste n'est qu'un coup d'épée dans l'eau même s'ils réussissent à obtenir quelques avantages. Car si, dans quelques endroits les salaires sont en retard sur d'autres, c'est le salaire des travailleurs en général qui est nettement insuffisant.

Il est évident que ces grèves gênent le patron, mais pour obtenir le succès de nos revendications, tel le retour aux 40 heures, une augmentation substantielle de nos salaires, il ne nous suffira pas de gêner le patron mais de bloquer totalement sa production, le temps qu'il faudra, jusqu'à ce que le patronat cède.

(Extrait du n° 6 de la V. O. Hispano.)

### A RHONE-POULENC

#### POURQUOI ENCORE LA GREVE PAR SECTEUR ?

La semaine dernière, le personnel de la cantine a débrayé spontanément deux jours de suite à des heures efficaces, pour protester contre le nouvel horaire qui les contraignait à faire une heure de plus par jour.

La chaudronnerie a appuyé le mouvement en débrayant lundi de 12 h à 12 30, mais de cela personne n'a parlé.

La totalité des travailleurs de l'usine est touchée par l'allongement de l'horaire journalier car une demi-heure de plus par jour, cela est intolérable. Nous voulons avoir le droit de vivre en travaillant 8 heures par jour et 40 heures par semaine, ce qui est quand même un maximum.

Qu'on fait les syndicats pour généraliser le mouvement ? La C.F.T.C. et F.O. on fait preuve de mutisme, ce qui est quand même paradoxal pour des organisations ouvrières. La C.G.T. s'est contentée d'attirer l'attention des travailleurs sur les conditions de travail du personnel de la cantine, et de voter à cette occasion l'action du secteur. Or, aujourd'hui, l'action de la cantine est terminée et les travailleurs de l'usine n'ont pas été mobilisés à cette occasion pour se battre pour la semaine de 40 heures.

L'action morcelée par secteur ne peut que conduire à un échec, alors que l'action généralisée aurait mis toutes les chances de succès du côté des travailleurs pour l'aboutissement d'une revendication essentielle.

(Extrait du n° 28 de la V.O. Rhône-Poulenc.)

#### UN EXEMPLE A SUIVRE

Nos camarades de la cantine ont choisi pour décider de leurs actions une forme d'organisation qui réclame une certaine attention, puisqu'elle est la base de toute démocratie ouvrière.

A la cantine, c'est tous les travailleurs sans exception, sans tenir compte des appartenances syndicales, qui ont pris les décisions. Le fait de se regrouper sur le lieu de travail pour prendre les décisions est un énorme pas de franchi par rapport à la méthode qui laisse aux dirigeants syndicaux le champ libre pour prendre des initiatives qui ne correspondent pas à ce que nous pensons.

Certains s'étonnent de ce que

pendant les dernières grèves, le personnel de la cantine ne débrayait pas avec nous ! Ce qui montre bien que c'est quand nous participons aux décisions que nous les respectons et pas quand elles sont prises par une minorité.

C'est quand nous aurons réalisé dans tous les services ce qui s'est fait à la cantine que nous arriverons à faire ensemble quelque chose de sérieux.

(Extrait du N° 28 de la V. O. - Rhône-Poulenc.)

### A LA REGIE RENAULT (Billancourt)

#### LEUR IMPUISSANCE N'EST PAS LA NOTRE

Nous avons été informés par un tract du 25 mai que certains délégués avaient été sanctionnés de jours de mise à pied pour dépassement du temps imparti à l'exercice de leur mandat. Ce tract en profitait pour répandre mensonges et calomnies sur « For- et à la Direction.

Les actions pour défendre les délégués ont été plutôt pâles et de toute façon les résultats nuls.

Les responsables des syndicats savent à combien de temps ils ont droit pour exercer leur mandat. La situation revendicative était-elle tellement tendue qu'elle nécessitait un dépassement du temps de délégués. Dans ce cas pourquoi nos mandants ne nous ont-ils consultés avant ? Nous sommes nous aussi pour l'extension des droits syndicaux, il faut lutter pour les obtenir et non tirer des chèques en blancs sur les victoires futures.

En fait, les grèves tournantes ne marchent plus pour des revendications catégorielles. Comme ils ont donné prise aux sanctions, nos soi-disant représentants en ont profité pour essayer d'alimenter le communiqué. Puisque nous ne marchons plus pour défendre des revendications ridicules il faudra bien qu'on défende nos libertés menacées. Eh bien non ! Cela non plus ne marche pas.

Nous voulons bien nous battre. Mais nous battre sérieusement pour nos revendications et nos droits. Pas pour remettre en piste des clowns qui ont raté leur coup.

D'ailleurs s'ils se prenaient au sérieux, s'ils tenaient tellement à mener cette affaire jusqu'au succès ils nous auraient proposé une lutte jusqu'à satisfaction complète, c'est-à-dire jusqu'à la levée des sanctions. Mais au fond ils s'en moquent. Un petit débrayage pour le communiqué leur suffit.

Leur attitude est dangereuse. Elle discrédite le respect de la représentation ouvrière et donne le triste spectacle d'impuissance à tenir tête au patron. Seulement cette impuissance est celle des délégués. Pas celle des ouvriers qui à maintes reprises ont montré qu'ils savaient réagir efficacement la plupart du temps en se passant de leurs « représentants ».

(Extrait du N° 26 de la V. O. - R.N.U.R.)

### A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

#### UNE MANIFESTATION DE LA P. P.

Mardi 26 il y avait une manifestation de la police parisienne... non pardon, des infirmières place de l'Hôtel-de-Ville. La foule des infirmières (300 environ) montrait combien nous prenions au sérieux cette manifestation. Non seulement elle n'avait pas été préparée, mais en plus nos « bonnes » syndicales ne nous avaient pas même consultés. N'avaient-ils pas lors d'une réunion centrale à la Bourse, répondu, aux objections que certains d'entre nous faisaient sur l'heure que nous n'avions pas à remettre en cause les décisions prises par les secrétariats des trois fédérations.

Il est un fait que nous appelons à manifester à 16 h 30 en uniforme n'est certainement pas un mot d'ordre qui risquait d'être suivi. Quelle est celle d'entre nous qui après la manifestation accepterait de retourner à son hôpital est effectivement valable, mais à une autre heure (10 h par exemple) comme beaucoup le préconisaient.

Si certains pensaient par cette manifestation, attirer l'attention de l'opinion publique, ils se sont bel et bien trompés puisque peu de journaux en ont fait mention. « L'Humanité » et « Libération » n'ont pu qu'expliquer qu'il ne s'agissait que de délégations étant venu accompagner les secrétariats pour donner nos revendications au préfet.

Si les syndicats pensent que c'est par ce genre de démonstration que nous arriverons à obtenir satisfaction c'est bien laissons-les dans leurs illusions, mais nous, nous restons persuadés, et les résultats nous donnent raison, que les manifestations dans ce genre et les pétitions ne servent à rien et que nos revendications n'aboutiront que par la lutte.

(Extrait du N° 49 de la V. O. - A. P.)

NOUS ne pouvons, faute de place, publier des informations extraites de tous les bulletins « Voix Ouvrière », ni, à plus forte raison, tous les échos concernant telle ou telle entreprise. Nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins rototypés pour leur en faire un service régulier contre la somme de 2 francs en timbres ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition.

En voici la liste :

AIR FRANCE. — Orly Nord.  
ANTAR. — Donges (L.A.).  
ASSISTANCE PUBLIQUE.  
ASSURANCES GEN. — Paris Richelieu.  
BEALET. — Venissieux.  
CABLES DE LYON.  
C.A.F. — Paris (Rue Viala).  
C.A.F.L. — St-Chamond (Loire).  
CARNAUD LYON.  
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE.  
CHAUSSON. — Gennevilliers.  
CHEMINOTS. — Région parisienne.  
CHEMINOTS. — Chapelle Triage.  
CITROEN. — Région parisienne.  
CREDIT LYONNAIS. — Paris Richelieu.  
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux (Seine).  
LAVALLI. — Levallois (Seine).  
DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux (S.).  
GENEVE. — Ivry (Seine).  
HISPANO-SUIZA. — Colombes (S.).  
HOSPICES CIVILS DE LYON.

### Les heures supplémentaires

#### AUX DOCKS DE MARSEILLE

#### LES « BONNES HEURES » PROVOQUENT DES MALHEURS

Comme toutes les compagnies d'accoupage, la SONEJOLX (12), profitant récent de la fusion de deux compagnies, demande souvent aux équipes de faire deux heures supplémentaires le soir. Avant la fusion, quand une partie seulement des dockers d'une équipe acceptait de faire des heures, en plus de leur paie, ils se partageaient le salaire que les autres auraient touchés s'ils avaient travaillé (en faisant leur boulot bien entendu). Ces dockers, en acceptant de faire à 5 ou 6 le travail d'une équipe de 8, pour quelques francs de plus à se partager, ont fourni à la Compagnie, des verges dont elle se sert aujourd'hui contre eux.

En effet, profitant de la fusion, cette compagnie a changé de méthode et ne paie plus les heures supplémentaires que par tête de pipe... sans diminuer le travail à faire. La recherche du profit maximum tiré de la sueur des travailleurs pousse les compagnies à augmenter la quantité de travail en diminuant les salaires, chaque fois qu'elles le peuvent.

En faisant des heures supplémentaires et surtout en acceptant de faire celles de ceux qui préfèrent rentrer chez eux une fois que l'heure finie, on se lie les mains. Car comment expliquer maintenant aux compagnies qu'on ne peut plus faire le travail d'une équipe à 5 ou 6, alors que c'était possible il y a quelques temps ?

C'est un exemple de plus que toutes les combines individuelles que nous pouvons trouver pour augmenter nos salaires, sont à double tranchants et finissent toujours par se retourner contre nous. Le seul moyen de faire progresser notre niveau de vie reste encore et toujours une lutte sérieuse de tous, pour des objectifs qui en valent la peine.

(Extrait de la V.O. n° 24 Quais et Docks.)



# LES CONDITIONS DE TRAVAIL

## CHEZ DESFOSSE

### LA GARANTIE DE VIVRE

La direction encore une fois, réduit le personnel à la taille douce. Elle licencie 7 camarades du service et après consultation avec les représentants ouvriers, les reclasse dans l'usine, aux rotos.

Depuis plusieurs mois le travail s'était fait rare dans ce secteur et laissait prévoir ces licenciements. Le tout est de savoir dans ces cas là, la baisse de travail étant supposée réelle, si nous sommes résignés à notre sort d'esclaves subissant les contrecoups de l'anarchie capitaliste, ou bien si nous sommes décidés à ne pas être les victimes d'un système dont nous ne sommes pas responsables et que même nous voulons détruire. Auquel cas, après avoir travaillé comme des brutes pendant les mois de « prospérité » nous revendiquons la garantie de notre salaire, de l'emploi, le refus du chômage.

Nos camarades sont reclassés, tant mieux ; mais ce que la direction accepte pour un petit nombre, il n'est pas sûr qu'elle le fasse demain pour un grand nombre. Et c'est pour cela que nous devons l'imposer. L'exemple des machines à feuilles et de la taille-douce sont des précédents que nous devons faire respecter. Car même s'il n'y a rien de durable en régime capitaliste, s'il n'y a pas de place pour des « réformes sociales durables », il nous faut lutter pour nous garantir le droit de vivre si nous ne voulons avoir la force de renverser demain ceux qui nous maintiennent dans l'esclavage salarié. Sinon, si nous subissons tout, nous serons les éternelles vaches à lait du capital.

(Extrait du N° 90 de la V.O. DESFOSSES)

### ELECTRONIQUE, SECTEUR EN POINTE ? CONNAIS PAS

L'électronique est à la mode. Tout le monde en parle comme du secteur le plus moderne de la production. La propagande offi-

cielle nous rabat les oreilles des réalisations inouïes de cette branche d'industrie, et un économiste nouvelle vague a même réussi à proposer un étudiant de près (?) une seule de ces usines de l'avenir, que la classe ouvrière n'existerait plus !

Malheureusement, tous les jours nous enfilons cet engouement et qui se destine à cette industrie nous le plus souvent cruellement déçus dès leurs premiers mois d'usine.

En effet, si tout est certainement pour le mieux du côté profits, de notre côté, à l'usine, le modernisme et l'avant-garde nous ont encore fait le moindre apparition. Nos salaires sont aussi misérables que partout ailleurs, et quant à nos conditions de travail, nous en sommes encore à l'archaïque système du travail aux pièces et au chronométrage hypocritement calculé avec lequel si nous ne grimons pas à 1/6<sup>e</sup> au moins, nous crevons de faim.

Pour nous, le modernisme apparaît avec le salaire réellement garanti, le pouvoir d'achat nous permettant de vivre sans problèmes quotidiens insurmontables à celles et ceux de travail nous donnant enfin le temps d'avoir des loisirs.

(Extrait du n° 22 de la V.O. C.S.F. - Levallois).

## CHEZ J.-J. CARNAUD (Lyon)

### HYPOCRISIE PATRONALE

Mercrèdi 27, la direction a sacrifié à la coutume lors de la Fête des Mères d'offrir un petit (oh tout petit, rassurez-vous) cadeau à celles et ceux d'entre nous qui ont des enfants. Et ce sont les délégués du C.E. que nous avons vu passer parmi nous, les bras chargés de paquets de torchons. La distribution s'est arrêtée là et c'est bien dommage. Quelques heures de moins à travailler chaque semaine et une bonne augmentation auraient sans doute fait plus plaisir. Quand au bout de 9 h. 30 de travail à Carnaud, il faut rentrer et s'occuper des enfants et de la maison, c'est en fait la deuxième journée qui commence pour nos camarades. Et ce n'est pas le geste paternaliste et annuel de Carnaud qui peut leur faire oublier que c'est à longueur d'année qu'elles sont exploitées.

(Extrait du n° 3 de la V.O. Carnaud - Basse-Indre).

## CHEZ HISPANO-SUIZA

### LE TRAVAIL QUI TUE

Un de nos camarades des fonderies vient de mourir, victime d'un accident du travail. Ce n'est pas le premier cas aux fonderies, ce n'est peut-être pas le dernier. Le travail y est particulièrement dur, les conditions particulièrement défavorables, et il ne se passe guère de semaines sans qu'un accident bénin ou grave ne se produise.

C'est dans ce secteur aussi que le mécontentement était le plus grand, c'est dans ce secteur enfin que la direction décida de frapper il y a quelques mois. Licenciements, mutations devaient mettre au pas le personnel et faire un exemple pour le reste de l'usine.

Aujourd'hui, malgré la diminution du personnel, il y a autant de travail et il faut que la production sorte. Cela signifie pour chacun un effort accru et quelles que soient les circonstances particulières de cet accident, nous considérons, nous, que notre camarade est mort victime de cette course à la production.

Certes, cela n'empêchera pas les responsables de dormir sur leurs deux oreilles, ils invoqueront la fatalité ou la maladresse. Mais ce n'est pas par hasard que la fatalité ou la maladresse tue ou mutilé à l'atelier. Au siècle de l'atome et des fusées dans la lune, ce n'est pas par hasard que des hommes meurent encore dans les usines. C'est que l'on néglige officiellement ou officieusement les conditions minimum de la sécurité, c'est que la course au profit passe avant toute autre considération. Les recommandations, les règlements, les affiches ne valent rien contre la pression exercée

chaque jour pour que la production sorte. Souvenons-nous que le grand responsable c'est le système capitaliste. C'est lui que nous devons abattre pour avoir le droit de vivre comme des hommes.

(Extrait du n° 6 de la V.O. Hispano).

## L.O.S. DU STETHOSCOPE

Pour ceux qui croient encore en la médecine préventive du travail, il suffit de passer une seule fois à la visite pour comprendre. Entre le « deshabillez-vous jusqu'à la ceinture » et le « bon pour le service » en passant par le respirez plus fort et une petite analyse plus que sommaire de notre pipi, il se passe à peine quelques minutes. Le médecin lui, traverse la scène en météore et voilà, on retourne au travail. Cela n'empêche pas d'apprendre qu'un de nos camarades déclaré « apte » deux jours avant doit partir en sana ou en maison de repos. La radio n'avait rien vu et pour cause.

La médecine du travail a été instituée par souci de conserver humaines en bon état de marche, mais actuellement avec le plein emploi, les patrons ne font pas les difficiles, tant qu'on tient debout, on est « rentables », et à cette simple formalité, le minimum de temps est consacré.

Quand au médecin qui se prête à cette comédie, il faut vraiment qu'il croie à sa mission : il doit probablement par dévouement, battre des records de consultations : il arrive à faire des pointes de 30 à l'heure. Par souci pour sa propre santé, nous ne pouvons que le lui rappeler : les cadences c'est l'accident.

(Extrait du N° 36 de la V.O. SNECMA)

## A AIR FRANCE

### REFUSER L'AUTO-EXPLOITATION

A D.M.-L.Q., C.R.O. Electricité, on a installé, depuis déjà quelque temps, une machine de pointage des bons de travail. La direction s'est contentée, pour l'instant, de la mettre à l'essai dans une seule équipe en nous précisant bien que son seul but est de permettre une meilleure comptabilité du travail et que les travailleurs n'avaient rien à craindre de ce nouveau système.

Qu'il y ait une meilleure comptabilité, nous voulons bien, mais que les travailleurs n'aient rien à craindre, nous en doutons.

Nous pensons que cela servira à permettre une accentuation des cadences de travail, d'une part. D'autre part, nous n'avons rien à faire d'un mouchard, qu'il soit électronique ou pas. Le pointage des bons de travaux ajouté au pointage journalier de notre arrivée et de notre sortie ne peut servir qu'à accentuer notre exploitation quotidienne.

Il nous appartient de refuser un terme à ce système de brimades et avant tout de mettre en commun de se prêter au nouveau jeu de la direction.

Si nous acceptons, demain nous serons encore plus esclaves de notre travail, livrés pieds et mains liés aux désirs du patron.

(Extrait du n° 46 de la V.O. Air - France.)

## A LA S.N.C.F.

### STATISTIQUES POUR RIEN

« Pour permettre de mieux connaître les conditions de logement des agents et préparer les programmes d'avenir en matière de logements, garages et parkings le personnel est prié de répondre avec exactitude à ce sondage qui restera anonyme et de remettre cette fiche dûment remplie au chef d'établissement ». Tel est le langage philanthropique qu'emploie le chef d'arrondissement.

Le C.A. du 1<sup>er</sup> arrondissement de la région nord se moque du monde, il prend vraiment les gens pour des imbéciles. Ignorait-il nos conditions de logement ? Non ! Personne ne peut être mieux placé que lui dans ce domaine. M. le C.A. veut nous faire croire que la compagnie s'occupe de ses agents, mais nous ne sommes plus des petits enfants à qui il suffit de promettre la lune pour qu'ils soient sages.

Nous ne sommes pas contre les statistiques, bien au contraire, mais à condition qu'elles servent à quelque chose. Dans le cas présent leur but est de bernier les gens.

(Extrait du N° 19 de la V.O. CHEMINOTS).

## CHEZ CITROEN

### UNE VISITE GRATUITE QUI REVIENT CHER

Il n'y a qu'une seule infirmerie à Javel. Certes, elle est assez bien installée, comprenant non seulement une salle de pansements et piqûres mais un service de radio-graphie, un de radioscopie, un service ophtalmologique.

Mais, comme nous sommes plus de 10.000, c'est tous les jours par dizaines que nous nous retrouvons à faire la queue. Et, pour voir un docteur, il faut parfois attendre trois heures.

Naturellement, rester trois heures à ne rien faire, assis sur un banc, est moins désagréable que de tenir les cadences, mais nous savons qu'à la fin de la quinzaine nous aurons trois heures payées au taux mini.

Si nous allons à l'infirmerie, ce n'est pas pour notre plaisir, et c'est intégralement que nous devons être payés. Une raison de plus pour réclamer l'intégration du boni et la suppression de cette forme de rémunération.

(Extrait n° 173. V.O. Citroën.)

## A LA SAVIEM

### FAITES VOS JEUX

Après la loterie nationale, déjà vieille, nous avons eu le tiercé beaucoup plus moderne, mais il est dit que l'arrêté n'est pas la loi. La S.A.V.I.E.M., toujours à la pointe du modernisme (un peu éculé) très soucieuse du bien-être de ses ouvriers, ne regarde plus aux sacrifices.

En effet par une note de service, la Direction nous avertit qu'une « grande loterie gratuite » désignera, entre les usines de Saint-Omer, Limoges, Suresnes, Blainville, M.P.R., soit au total environ 7.000 ouvriers, deux élus (sous le contrôle d'un huissier) qui se verront offrir par la SAVIEM, filiale de Renault, deux R 4.

Vraiment nous sommes comblés, après deux augmentations de 2 % la direction SAVIEM nous offre le luxe de partir en vacances au volant d'une voiture.

Soyons sérieux : offrir deux R 4 pour 7.000 ouvriers, c'est se moquer du monde et pour cela la SAVIEM n'a de leçon à recevoir de personne.

Aujourd'hui, en adoptant le style paternaliste, vieille école, elle espère peut-être nous faire patienter indéfiniment. Mais accorder un certain avantage à deux ouvriers sur 7.000 c'est résoudre le problème de nos salaires d'une façon assez cavalière.

La ficelle est trop grosse pour nous et nous savons aussi bien raisonner que compter. Ce qu'il nous faut c'est 20.000 AF de plus par mois et pou... tous.

(Extrait du n° 52 de la V.O.)

## A GENEVE

### VOLÉ ET REMERCIÉ

Il y a quelques jours deux licenciements ont eu lieu dont l'un d'un camarade surpris parait-il durant les heures de travail à donner le samedi matin 23 mai. Que ce camarade ait tout simplement succombé à la fatigue (qui est la nôtre) d'une année de travail au service et pour le plus grand profit de la direction, rien d'étonnant pourtant.

De plus, travaillant au magasin de peinture c'est-à-dire toute la journée au milieu de vapeurs de Benzol, cela seul peut largement suffire à expliquer sa « défaillance ».

Mais le comble ! c'est que cela se passait un jour qui aurait normalement dû être chômé. Le samedi nous essayons généralement de récupérer (bien mal) les fatigues de la semaine. Il est normal alors qu'il puisse arriver à l'un d'entre nous de s'endormir lorsqu'on le réveille — sous prétexte de récupérer — à venir travailler ce jour-là.

Mais la direction se permet à la fois de nous voler un jour et de nous mettre à la porte ; le manque de pudeur des patrons n'a pas de limites.

(Extrait du n° 74 de la V.O. Genève.)

## A AIR-FRANCE

### C'EST VASEUX

Au 1<sup>er</sup> janvier 63, la direction, Air-France, en nous accordant une augmentation de salaire avait fait une erreur. 18 mois après, elle s'en aperçoit et elle s'empresse aujourd'hui de nous dire que l'erreur sera réparée.

L'erreur est en notre faveur, aussi le directeur nous versera au 30 juin 64, sous forme de prime notre dû.

Comme c'est « gentil » n'est-ce pas !

Il nous manquait depuis dix-huit mois 0,92 % sur le salaire mensuel. Cela fera au total 34,20 F au point 108. C'est moins « gentil » !

Cela ressemble beaucoup au ver piqué à l'hameçon que l'on tend à la carpe. Les pêcheurs mangeront le ver, mais sans se laisser prendre à l'hameçon.

Le problème de l'augmentation des salaires reste entièrement posé et il appartient à nous tous de préparer la lutte à venir si nous ne voulons pas finir par ne manger que de vers !

(Extrait du n° 46 de la V.O. - Air France.)

## CAMARADE

Ce journal est le tien  
Fais-le connaître  
autour de toi

# A St-NAZAIRE : où en sommes-nous ?

### PAS DE FUMEE SANS FEU

Quantité de bordards circulent dans l'usine passant par le tremplin : « Lolo et Abbé Pierre ».

La société Penhoët-Loire déposerait son bilan... ce n'est pas impossible dans la mesure où il s'agirait d'un licenciement général précédant un redémarrage sur convocations individuelles.

On parle d'une nouvelle vague de licenciements entre le 1<sup>er</sup> août et le 1<sup>er</sup> octobre : l'opération est probable avec la réutilisation de la méthode de mars-avril. Le quotidien épiscopal du Méridisme local décrit, dans son numéro du 27 mai, la situation d'une façon habilement tendancieuse. Il paraît que, dans le Marché commun, l'Allemagne est devenue le pays de cocagne et que le Canada invite les spécialistes français à venir consommer sur place les excédents de la production.

Que faut-il penser de tout cela ? Nous livrons notre opinion :

1) Pincon-Gaud ont établi un plan de réduction des effectifs et ils utilisent tous les moyens pour faire avaler la pilule.

2) Leur ami Pompidou fait jouer le Fonds de l'Emploi sur une première bordée de licenciements et prépare, après le « test nautais », une seconde opération de délestage.

3) On fait donner la presse, on amorce des syndicalistes en peau de lapin, on parle de Studebaker quand il s'agit du Canada et de l'Allemagne, « L'Ouest-France » confond volontairement licenciés âgés avec jeunes expatriés.

4) Le moment prévacanciel et la période de fermeture pour congés servirait, le cas échéant, l'établissement du préavis avec avancement unilatéral (Pincon-Grandval) de l'âge de la pré-retraite. Nous aimerions nous tromper. Pendant ce temps, les Fédérations se cherchent : toutes veulent l'unité mais sur leurs positions respectives (quand elles en ont). C'est, en définitive, aux travailleurs qu'il appartient de pousser pour la réduction du temps de travail et l'avancement de l'âge de la retraite. Nous pourrions inutilement entrer dans le détail alors que chacun sait que la grève générale que veulent les travailleurs conduit à des changements politiques que les parties ne veulent et sont incapables de propulser. D'où réticence des centrales pour des raisons de même nature. Le gaullisme est le représentant du capitalisme français et la classe ouvrière est la seule force capable de conduire

la transformation de la société en s'éclairant d'une politique différente de celle de tous les partis officiels.

(Extrait du n° 103 de la V.O. Chantiers de l'Atlantique.)

## AU VOLEUR

Pincon fait l'aumône : 1,5 % à partir du 1<sup>er</sup> juin, il donnera 1,5 % le 1<sup>er</sup> décembre. Sur les conseils de l'inspecteur du chômage (il passera divisionnaire dans cette branche après avoir échoué dans le travail), Pincon est moins généreux que les recommandations de Villiers (4 % annuels en trichant un peu sur les étapes qui font moins de 3 %). Sans être fort en arithmétique on constate que 12 % de réduction de salaire avec l'horaire de 44 heures, la diminution de salaire approche 9 %. Si on y ajoute les ponctions arbitraires sur les primes d'incitation et les primes d'incitation, il est clair pour tous (sauf les syndicats) que l'augmentation minime est le camouflage accepté (qu'en dit-on) d'une diminution importante du pouvoir d'achat en dehors du Plan de stabilisation qui vise à augmenter les profits.

(Extrait du n° 103 de la V.O. Chantiers de l'Atlantique.)

# La réduction du temps de travail

# ANARCHIE CAPITALISTE

A LA S.N.C.F.

## TOUTE CHAÎNE MERITE SALAIRE

Une de nos principales revendications est le retour immédiat à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire.

Mais il est bien évident qu'en ce qui nous concerne cela ne va pas sans une refonte du P.L. Actuellement la journée de 8 heures et la semaine de 46 heures sont en usage à la S.N.C.F. Mais trop de nos camarades des gares et des trains font encore des journées réelles de 10, 11 12 et même 14 heures (payées 8) et des semaines de 54, 60 voire 72 heures (comptées 46) sous prétexte que dans leur service le travail effectif est évalué à 8 heures.

Si la S.N.C.F. exige que certains agents effectuent une présence journalière allant jusqu'à 15 heures pour certains G.A.B.E. logés, c'est qu'elle estime que ces longues présences sont nécessaires à la bonne marche de son entreprise.

Un salarié est au service de son patron dès que pour les besoins du service il ne peut plus disposer intégralement de sa liberté individuelle. Lorsque moralement il est « enchaîné » à un poste qu'il ne doit pas quitter.

Et même s'il n'est resté toute la journée assis pour attendre, si c'est à son rôle, il doit être rémunéré pour le temps réel qu'il a donné à son patron. A ce dernier de lui trouver du travail s'il ne veut pas « le payer à ne rien faire » et ramener ainsi son service journalier à 8 heures, comme les autres.

(Extrait du n° 110 de la V.O. - Cheminots.)

CHEZ PANHARD

28 ANS APRES

## IL FAUT IMPOSER LES 40 HEURES

Le bruit court de plus en plus dans l'usine que la direction va diminuer les heures de travail d'une demi-heure par jour. Pour finir nous ferions 40 heures par semaine, et cette perspective, telle qu'on nous la présente, est loin de nous plaire.

Pourtant la semaine de 40 heures (vraie revendication de la classe ouvrière) devrait nous régir. Mais pour le patron c'est diminuer notre salaire en même temps.

Ainsi, c'est notre porte-monnaie qui devrait supporter les conséquences de la fluctuation du besoin de main-d'œuvre de la direction. De plus cette mesure permettrait d'entretenir une psychose de peur des licenciements parmi nous. Alors que nous savons - les cadences épuisantes le prouvent - qu'il y a du travail.

En 36 la classe ouvrière n'a pas subi les 40 heures patronales avec diminution des rémunérations. Elle a su imposer les 40 heures avec une augmentation générale des salaires.

Le problème reste entier pour nous : lutter pour le retour immédiat aux 40 heures, premier pas dans la lutte pour l'augmentation générale des salaires de l'ordre de 1 F de l'heure ou 200 F par mois.

A SAINT-NAZAIRE

## FAUSSE ROUTE

Les manifestations des 19 janvier, 22 février et 13 mars furent la démonstration que l'ensemble des travailleurs savent répondre présents quand il s'agit de la défense de leurs intérêts. Ce qui fut possible à Saint-Nazaire et à Nantes aurait pu l'être ailleurs et même du littoral car l'on s'aperçoit maintenant que dans de nombreuses usines aussi bien de l'Est que de l'Ouest, du Nord que du Sud on licencie des travailleurs.

C'est la rançon du progrès en régime capitaliste. La productivité s'accroît à une vitesse vertigineuse. Les machines remplacent de plus en plus les travailleurs. Il était donc erroné de réclamer, en vain, du travail et des usines nouvelles. Notre lutte aurait dû être et surtout doit être dans l'avenir, une lutte pour la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

(Extrait du n° 103 de la V.O. - Chantiers.)

A LA REGIE RENAULT

## CEUX QUI S'EN LAVENT LES MAINS

La Direction vient de décider de faire des économies sérieuses. Finis les gaspillages !

A partir de maintenant nous n'avons plus le mélange sciure-savon toutes les semaines, mais tous les quinze jours avec bien sûr la même quantité qu'avant. Pour pousser plus loin, les économistes de la Régie ont aussi décidé la même chose pour les chiffons.

Ca au moins c'est énergique ! Que les machines restent sales cela regarde la Direction. Mais nos mains, en revanche nous tenons à les laver. On nous fait passer souvent pour des gens sales et ceux qui prétendent cela ne manquent pas de toupet. Il faut bien que la crasse soit le « pape » des ateliers de la Régie pour que l'on applique des idioties pareilles.

(Extrait du n° 114 de V.O. - R.N.U.R., Bât. C.)

LES FRUITS AMERS

Au département 12, quelques camarades espagnols ont reçu une lettre de la direction leur notifiant leur transfert soit à Flins, soit à la Savinière, sans leur demander leur avis. De plus, certaines rumeurs incontrôlables, bien entendu, sur de possibles voyages chômés dans le mois à venir circulent dans l'atelier. Par ces mesures arbitraires, ces rumeurs non démenties, la direction entend prouver qu'il y avait actuellement trop de main-d'œuvre et de fait chaque jour moins d'ouvriers sont occupés aux presses. La direction cependant a montré quelle solution elle entend appliquer : elle déplace des camarades, mais maintient aux presses les mêmes cadences que par le passé. Nous proposons, quant à nous, une solution toute différente : réduction pour tous des horaires, sans réduction des salaires.

(Extrait du n° 71 de la V.O. R.N.U.R. Entretien.)

# BIENTOT, LES CONGÉS

AUX P.T.T. DE TOULOUSE

## PITIE POUR CEUX QUI RESTENT

Nous entrons maintenant dans la période des vacances qui d'habitude peut-être, le manque d'effectifs va se faire sentir.

Bien que l'Administration nous oblige à prendre nos congés dans la période qui l'arrange, du début juin à la fin octobre, les P.T.T. fonctionnent avec un effectif plus que réduit. Pour éviter que la situation ne soit catastrophique, l'Administration embauche des auxiliaires. Pour trois employés qui partent en congé, un auxiliaire à temps complet est affecté. Au-dessous, c'est-à-dire pour deux ou un employé en vacances, un auxiliaire vient 4 heures par jour. Aussi le travail qui est sensiblement le même que durant toute l'année, s'effectue-t-il dans des conditions bien plus difficiles.

Les solutions existent, aussi réelles que le problème à résoudre les effectifs, supprimer les auxiliaires en les titularisant tout de suite. Ceci suppose une augmentation des salaires car le paye qu'on nous offre actuellement aux P.T.T. n'est pas faite pour attirer ceux qui ne veulent pas travailler. Mais ces problèmes ne peuvent être résolus que par une lutte de grande envergure, à laquelle nos syndicats tournent le dos, préconisant des actions limitées par corporation.

Mais si nous ne pouvons, pour l'instant, obliger l'Administration à faire fonctionner normalement les P.T.T., du moins pouvons-nous opposer à l'accélération des cadences qui résulte du manque d'effectif.

Nous ne devons pas travailler plus rapidement que d'ordinaire, et si le travail s'accumule et n'est pas fait, l'Administration n'aura qu'à se débrouiller !

(Extrait du n° 15 de la V.O. P.T.T. Toulouse.)

A LA C.A.F.

## NE PAS VIVRE SEULEMENT

### UN MOIS PAR AN

Comme chaque année, la période du choix des vacances, a été marquée dans certains services par des disputes et des cancans et il régnait une ambiance pénible. Celle qui n'avait pu avoir le mois de son choix « faisait la tête » à celle qui l'avait obtenu. Bien sûr ce n'est pas agréable d'être obligé de partir en vacances en dehors de la période scolaire lorsqu'on a des enfants, ni de partir en juillet lorsque la boîte qui emploie notre mari ferme des août. Mais, nous ne pouvons l'allure de catastrophe prouvé en tout cas que nous ne vivons qu'un mois par an. Le reste de l'année nous passons notre temps à courir et à travailler les jours ouvrables. Le week-end nous ne partons pas, nous ne reposons et c'est déjà lundi.

Ce serait tout de même mieux, si au lieu de nous disputer, nous nous unissions pour obtenir la diminution du temps de travail. Car si nous étions seulement 6 heures par semaine, nous n'aurions plus de boîte, il nous resterait du temps

pour vivre, faire du sport, lire, aller au cinéma, profiter un peu de notre famille.

Et le choix du mois de vacances ne serait plus alors une obsession comme cela l'est actuellement pour certains d'entre nous. (Extrait du n° 61 de la V.O. C.A.F.)

A LA SAVIEEM

## 3<sup>e</sup> CLASSE

Par voie d'affiche nous sommes informés que la S.N.C.F. n'accepte pas les billets populaires les 31 juillet et 1er août, ce qui nous obligerait à partir de la veille, soit à partir le lendemain en perdant ainsi le bénéfice d'une journée de vacances.

Bonne âme, la SAVIEEM nous libère le 30 juillet. Bien entendu le 31 sera récupéré à l'avance pendant le mois de juillet. La Direction nous permet ainsi de profiter des billets de congés payés mais elle s'assure aussi la production du 31 juillet, par petits bouts.

Dans l'affaire nous sommes, solubles tous gagnants. Mais à y regarder de plus près le problème se pose un peu différemment. La direction elle ne perd rien. Mais pour nous, une journée de travail « rallongée » en juillet, cela sera dur, avec la chaleur et la fatigue accumulées dans l'année. Voilà qui met en lumière la supercherie des congés dits populaires de ces voyages au rabais accordés aux travailleurs à condition qu'ils ne gênent pas les autres, ceux qui peuvent payer. Quand ils gênent on élimine le problème en suspendant l'utilisation de ces billets aux jours de pointe.

Mais nous nous passerions fort bien de ces réductions et de ces automates assorties de tas de conditions humiliantes, ce que nous voulons c'est un salaire décent qui nous permette d'être des voyageurs à part entière, des hommes à part entière. Des hommes pas des mendiants, nous sommes des travailleurs, c'est nous qui produisons la richesse... et ce sont nous qui faisons rouler les trains. (Extrait du N° 52 de la SAVIEEM)

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

## 6 x 1/2 = 0

Sous le mauvais prétexte, une fois de plus, du manque de personnel et des vacances, la direction de l'A.P. nous retire un droit que nous avions acquis : prendre trois heures de veille ou le lendemain de notre jour de congé.

En agissant ainsi la direction oublie simplement (ou plus exactement fait semblant d'oublier) que ces 3 heures ne peuvent absolument pas nous être retirées, quel que soit le prétexte, parce qu'elles sont en réalité le cumul de 1/2 heures quotidiennes de coupure auxquelles nous avons légalement droit.

Si la direction se permet une telle chose, c'est parce qu'elle estime bien que nous ne prendrons pas cette 1/2 heure. C'est pourquoi, pour lui éviter d'« oublier » si facilement nos droits nous devrions les lui rappeler quotidiennement en prenant notre coupure normale d'1 heure.

A U.C.L.A.F.

## NOTRE DU

Pour le prochain départ en vacances, la direction refuse, comme l'an dernier, de nous verser un acompte sur la semaine suivante. Mais, comme nos congés durent 4 semaines, réclamer 2 paies avant le départ, ce n'est même pas demander une avance, mais simplement la paie qui correspond à notre absence de l'usine.

La direction ne peut donc même plus utiliser son argument favori, selon lequel nous ne sommes pas assez grands pour prévoir notre budget tout seuls, et que c'est nous rendre service que de nous éviter de dépenser à l'avance la paie de la rentrée.

De plus, sans aller à la chasse au tigre, ni nous pavaner sur le pont d'un yacht, nous aurons pour le moins besoin d'un mois de paie pour un mois de congé.

Dieu sait si la société actuelle nous reconnaît au moins un « droit », celui d'être fauchés. Réclamons donc aussi ce misérable petit droit en demandant une avance sur la 2ème quinzaine à venir, si nous préférons vivre un peu, si nous préférons en vacances, quitte à nous serrer la ceinture à la rentrée.

(Extrait du n° 47 de la V.O.)

CHEZ LIP

## DANS UN MOIS

Avec les beaux jours revenus, chacun songe aux vacances dont un seul mois nous sépare. Rêves de soleil, de farniente et de balades, de mer ou de montagne. Les jeunes iront camper en Italie ou en Espagne, parce que la vie y est moins chère pour un salaire d'ouvrier français. Mais parmi ceux ou celles d'entre nous qui ont charge de famille, combien quitteront la région ? Pas beaucoup. Un voyage en famille coûte cher. Lors si on peut, on échappera un ou deux gosses en colonie de vacances, et on se contentera de goûter les charmes de Besançon et de ses environs au mois de juillet. Ne plus être assailli à un horaire de travail, à la surveillance des chefs, à la monotonie et aux fatigues du travail, c'est déjà un vrai bonheur.

Mais pour ceux qui ont la chance de pouvoir partir, un problème se pose : les gosses en âge scolaire ne sont en vacances que le 3 juillet, et nous le 28 juin. Il faut donc attendre une bonne semaine avant de pouvoir partir. Sur les 2 mois et demi de congés scolaires, le patron aurait pu trouver à caser nos 30 jours. Mais de cela, il est vrai, il s'en soucie peu. Ce qui compte pour lui, c'est son « planning de production ».

Mais nul doute que beaucoup d'entre nous, et souhaitons-les les plus nombreux possibles, ne se considèrent comme vraiment en vacances que le 1<sup>er</sup> juillet, et prendront leur mois de juillet en entier. Quelques jours de paye en moins, certes, mais comme dit le poète Prévert : « Dis donc, camarade soleil Tu ne trouves pas Que c'est plutôt bon De donner une journée pareille A un patron ? »

# LES SALAIRES

AUX ASSURANCES GÉNÉRALES

## LE ROI EST MORT

L'Accident perd un Directeur général adjoint, un autre prend sa place, la terre tourne autour du soleil et les jours se suivent et se ressemblent. Tout au moins pour nous qui devons quand même signer avant 8 h 20, même au 7<sup>e</sup> étage, remplir dans la journée autant, sinon plus, de propositions, classer autant, sinon plus de dossiers, répondre par écrit ou oralement aux clients, subir des chefs qui changent aussi quelquefois de nom, mais pas de manières.

La note officielle le dit d'ailleurs en toutes lettres : « Cette décision (la nomination du successeur) est le gage que les traditions ou la politique de notre compagnie se sont maintenues sans changement. »

Il y a même si peu de changements que cette note n'a pas été diffusée dans certains services de production, pour éviter ces bavardages qui font perdre du temps... et de l'argent.

En tout cas, rassurez-vous, bonnes gens, la prime de vacances ne sera pas plus élevée, nous aurons toujours un peu peur pour notre prime de bilan et nous ne pourrions avoir d'augmentation qu'en allant tous ensemble, avec le bruit qu'il faut, en réclamant ou qu'il faut, quel que soit son nom.

(Extrait n° 26 de la V.O. Assurances Générales.)

A U.C.L.A.F.

## 1 MOIS POUR RIEN

Il paraîtrait qu'au cours des mois passés la maison Roussel aurait trop payé l'un d'entre nous. Que l'intéressé ne s'en soit pas aperçu n'a rien d'étonnant car il ne devait même alors percevoir que des appointements à peine normaux. Mais le jour où c'est vu supprimer pratiquement en entier sa paye de mai. C'est tout de même un peu fort ! D'autant que même légalement le patron ne peut pas nous supprimer notre paye. Il y a à l'audace : si l'employé ne dit rien ça passe-t-il comme ça. On se demande d'ailleurs comment il pourrait ne pas exiger son dû car la paye d'un mois ne peut pas, à notre stade, nous en faire doubler deux. Notre camarade des autres se paye normale, c'est son droit le plus strict.

AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

## A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL

A Grange-Blanche, à la pharmacie, alors que normalement le nettoyage des tubes de sang doit être assuré par des aides-labo, et l'est dans la plupart des autres hôpitaux, le travail est fait par une femme de service, payée comme telle.

Peut-être manque-t-on de personnel, mais nous n'avons pas à entrer dans ces considérations : la direction trouve cette femme de service capable de faire le travail d'un aide-labo, mais ne la trouve pas capable d'en toucher la paye.

Si elle effectue le même travail, il n'y a pas de raison qu'elle n'ait pas le même salaire.

(Extrait du n° 17 de la V.O. H.C.L.)

CHEZ LIP

## STABILISATION DES SALAIRES

Récemment, au cours d'une réunion des patrons de l'horlogerie régionale, le représentant du ministre des finances, a promis de « libérer » les prix des loquantes, sous réserve que les patrons s'engagent à ne pas augmenter les salaires de leurs ouvriers.

Il n'avait pourtant pas besoin d'exiger d'eux un tel sacrifice ! Pauvres patrons « obligés » de bloquer les salaires ouvriers, s'ils sont sûrs pourtant qu'ils essayeront d'accomplir ce devoir ! Face à nos revendications, ils auront un argument de plus, et pourront se retrancher derrière le gouvernement.

Voilà en tous cas qui éclaire d'un jour très clair le plan de stabilisation. La voilà bien en effet la stabilisation des salaires ! On bloque les salaires au rez-de-chaussée et on se filer les prix par l'assesseur. A nous de ne pas nous laisser posséder si nous ne voulons pas faire les frais de la pseudo-stabilisation.

Camarade ! Ce journal est le tien. FAIS - LE CIRCULER ! DIFFUSE - LE !...

# A propos du schisme sino-soviétique

## DIVERGENCES IDÉOLOGIQUES OU ANTAGONISMES NATIONAUX

**P**ARMI les multiples aspects que présentait le récent voyage de Khrouchtchev en Egypte, celui de la compétition d'influence avec la Chine, quelques semaines de peine après la tournée de Chou En Lai dans les pays arabes, n'a pas été le moins remarqué.

Que la manifestation concrète d'un conflit qu'on dit idéologique soit une lutte pour gagner l'appui d'un Nasser, voilà qui en dit long sur la nature théorique des divergences sino-soviétiques.

Mao-Tsé-Toung et les dirigeants chinois reprochent à l'U.R.S.S. de faire une erreur grave en affirmant que la coexistence pacifique des deux systèmes sociaux qui se partagent le monde est possible. Il n'y a de solution au problème de la paix dans le monde reconnaissant-ils, que dans la disparition de l'impérialisme, grand responsable des guerres.

Mais dire est une chose, et faire en est une autre, et en politique comme ailleurs, ce n'est pas sur ce que disent d'eux-mêmes les hommes et les partis, mais sur ce qu'ils font, que l'on peut les juger. Les Chinois se prétendent de purs idéologues, fidèles aux principes marxistes, mais on chercherait vainement à quelle révolution coloniale ils ont, plus que l'U.R.S.S., apporté leur appui, en dehors d'une aide inefficace et bavardée, excepté, et encore, les pays de leur propre glacis. Celle-ci est si discrète que même les impérialistes américains, pour qui la Chine est responsable des événements indochinois, n'ont pas été capables de présenter des preuves tangibles d'une quelconque aide apportée au Vietcong ou au Pathet Lao.

Et d'autre part, lorsqu'ils célèbrent les mérites de Staline, « grand marxiste léniniste », en dénégant la déstalinisation, toute superficielle, effectuée par Khrouchtchev comme une manœuvre de diversion, les dirigeants chinois oublient qu'il n'y eut guère plus grand théoricien, et surtout praticien, de la coexistence pacifique que ledit Staline.

Aussi, quand la Chine reproche aux dirigeants de l'Union Soviétique leur opportunisme, cela ne trompe-t-il personne. Les contradictions théoriques dans lesquelles s'enferment les « communistes » chinois sont des preuves, ou de leur ignorance en matière de socialisme, ou de leur hypocrisie, ou, plus vraisemblablement des deux à la fois.

La Chine, immense pays de 600 millions d'habitants, occupe dans le « camp socialiste » et vis-à-vis de l'U.R.S.S., une position différente de celle des autres pays du bloc oriental. Le Parti Communiste Chinois y prit le pouvoir sans l'aide de l'U.R.S.S., et en s'opposant à la bureaucratie stalinienne et à sa direction favorable à une coalition avec Tchang Kai Chek (que ce dernier refusa) ce qui lui assura une certaine indépendance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, en même temps que pas mal de prestige. Mao Tsé Toung est la plus grande figure du mouvement stalinien... après Staline.

L'importance de la Chine, son poids, la position privilégiée qu'elle occupe au sein du « communisme mondial », conduisent tout naturellement la bureaucratie chinoise à revendiquer la mise au service de ses intérêts propres et, éventuellement au service de ceux de l'U.R.S.S., quand ils n'entrent

pas en contradiction avec les siens, ce qui n'est pas toujours le cas, des différents partis communistes du monde. De même que l'U.R.S.S., la Chine aimerait pouvoir utiliser les partis communistes nationaux comme autant de pions sur l'échiquier international pour les besoins de sa politique extérieure et de sa diplomatie. C'est dans cette perspective que semble s'inscrire la politique chinoise de ces dernières années face à l'Union Soviétique, « au bloc socialiste » et aux pays coloniaux en voie d'émancipation.

C'est ce que pourrait signifier l'appui qu'elle accorda à l'Albanie vis-à-vis de l'U.R.S.S. Pour attirer les sympathies des « démocraties populaires » de l'Europe de l'Est, et les faire basculer dans son orbite, la Chine est prête à saisir tous les prétextes qui puissent remettre en cause l'autorité de l'Union Soviétique. En particulier, elle est prête à se faire leur porte-parole, puisque de toute façon, il lui est impossible de se libérer au même pilage que l'U.R.S.S. de leur économie (ce qui ne lui interdit absolument pas de s'y livrer dans les pays de son propre glacis). Et c'est au nom de la « démocratie » au sein du mouvement communiste qu'elle mène la bataille ! Etendard déjà pas mal utilisé, par bien d'autres.

C'est ce qui pourrait également expliquer la démagogie à laquelle elle se livre avec les pays coloniaux bien qu'elle reste dans les limites étroites de la prudence opportuniste. Pour la Chine, pas plus que pour l'U.R.S.S., la question ne se pose de rompre l'équilibre et d'éprouver par la force la stabilité du système capitaliste.

Si cet équilibre est un jour menacé, la Chine essayera certainement de le rétablir empiriquement en abandonnant ou en monnayant l'une ou l'autre des révolutions coloniales. En faisant de la « guerre inévitable » son cheval de bataille, la Chine ne fait que choisir dans sa lutte d'influence contre l'Union Soviétique un moyen démagogique de rallier à elle les partis communistes des pays ex-coloniaux. Dans la perspective d'un règlement éventuel entre les deux blocs, la Chine entend que l'on tiennent compte de ses intérêts. En bombardant les îles Quemoy et Matsu, comme pendant le conflit sino-indien, elle fit entendre au monde occidental par la voix des canons, puisqu'elle n'est pas représentée à l'O.N.U., en même temps qu'elle rappela à l'U.R.S.S., qu'on ne pouvait pas délibérément ignorer ses intérêts. Mais, gageons que si demain la Chine obtenait des pays capitalistes qu'ils lèvent leur blocus économique et qu'ils lui accordent un siège à l'O.N.U., nous la verrions donner à l'U.R.S.S. des conseils de modération, dans l'affaire de Berlin par exemple.

La Chine est liée à l'U.R.S.S. beaucoup par le fait qu'elle ne peut trouver aucun appui auprès des impérialistes, un peu par quelques liens économiques, et pas du tout par une idéologie commune.

D'idéologie, pas plus que l'U.R.S.S., elle n'en a. On ne peut donc concevoir d'opposition entre elles à ce propos. Les « divergences » qu'elles affichent ne sont destinées qu'à masquer les antagonismes qu'elles cachent.

Génévière SACOT

Les revues pro-chinoises en France :

## “ Révolution ” et “ le drapeau Rouge ”

**B** IEN que la presse bourgeoise, qualifie indistinctement toutes les tendances se situant à la gauche du P.C.F. de « pro-chinoises » il est bien difficile de savoir si des groupes, ayant la caution des Chinois existent actuellement en France. Toutefois, ces derniers mois ont vu apparaître un fait nouveau, l'existence d'un courant reprenant à son propre compte, systématiquement, toutes les positions défendues par les dirigeants du Parti Communiste Chinois, ce courant étant représenté par deux mensuels apparemment très liés l'un à l'autre : « Révolution », dont le ton, qui pouvait prêter à confusion sur ce point, est de moins en moins ambigu et « le drapeau Rouge » dont le premier numéro vient de paraître.

Pour la première fois depuis la parution de ce journal, le numéro d'avril de « Révolution » donnait des directives précises à ses lecteurs sur ce qu'il préconisait, c'est-à-dire essentiellement un travail de « redressement » à l'intérieur du P.C. « Le Drapeau Rouge » est encore plus clair. « Nous ne sommes ni des individus épars, ni une fraction, ni une tendance — conclue son éditorial — Nous sommes les communistes, nous sommes le parti ».

Ce ne sera certes pas la première fois qu'un groupe essaiera de transformer le Parti Communiste Français. Mais jusqu'à présent les militants qui s'étaient attaqués à cette tâche étaient le plus souvent issus du mouvement trotskiste, ou du moins n'avaient plus contre celui-ci la hargne des staliniens bons tenants.

Au contraire les nouveaux venus, à l'image de leur exemple chinois, s'efforcent de donner de la voix contre le trotskisme. C'est pour eux la pire des insultes. « On sait — écrit par exemple Vergès — que dans les colonnes de l'« Humanité », les dirigeants révisionnistes du P.C.F. ont traité ceux qui sont en désaccord avec eux, de négatifs, d'aventuriers et même de trotskistes ». Et « Révolution » précise par ailleurs : « Il importe de se montrer vigilants à l'égard des éléments révisionnistes anti-parti et trotskistes qui ne rêvent que de diviser le parti et qui tentent de s'infiltrer parmi les camarades pour semer la confusion. L'élimination, sur le plan politique et idéologique, des éléments révisionnistes gauchistes et trotskistes est encore une tâche de l'heure ».

Si pour ceux qui, comme Khrouchtchev, qualifient les Chinois de « trotskistes », de telles positions peuvent surprendre, elles ne sont pas tellement étonnantes de la part de gens qui à la triste figure de l'opportuniste Khrouchtchev opposent celle non moins répugnante de son prédécesseur :

« Il est possible et nécessaire de dire — écrit le « Drapeau Rouge » — que Staline a servi les intérêts généraux du prolétariat constitué en classe dominante, et cela à certaine période, au détriment d'un certain nombre de militants communistes basculés dans un sens ou dans l'autre à chaque virage à droite ou à gauche ». Décidément, pour parler ainsi des coups de pistolet dans la nuque, on ne manque pas du sens de l'euphémisme à la rédaction du « Drapeau Rouge ».

Pour ceux qui ne veulent juger ces gens-là que sur leurs déclarations, celles-ci peuvent apparaître illogiques, contradictoires. Car enfin, si le P.C.F. a versé dans l'opportunisme, ce n'est pas seulement depuis la mort de Staline, et la ligne que dénonce « Révolution » est celle du mouvement communiste au moins depuis 1935, date à laquelle l'Internationale Communiste qui avait déjà depuis longtemps renoncé en fait à la révolution a cessé d'employer un langage de classe.

Mais le redressement du P.C.F. est sans doute le dernier souci des rédacteurs de « Révolution » et leur langage « révolutionnaire » a une toute autre signification. Car si leurs positions apparaissent plus « révolutionnaires » que celle du Parti Communiste, si nous ne voyons plus, depuis des dizaines d'années, ce ton employé dans l'« Humanité » ce ne sont pourtant, quoiqu'ils en disent, ni le ton, ni les paroles de l'Internationale Communiste de Lénine.

Mais si leurs propos ne rappellent pas ceux des jeunes années de la Troisième Internationale, ils ressemblent beaucoup, par contre, à ceux de la « troisième période » de celle-ci, à ces discours gauchistes des années 1928-1934.

Les militants que les P.C. avaient gagné dans les années 1920 n'auraient pas accepté facilement que leur parti prenne un visage ouvertement réformiste, et si l'Internationale Communiste, prise en main par la bureaucratie soviétique, avait renoncé à la Révolution prolétarienne, elle devait au moins faire bonne figure, se donner une apparence révolutionnaire. Et comme c'était tout de même un jeu dangereux, car à parler de révolution on risquait d'être suivi, il fallait aux P.C. mener une politique gauchiste, aventuriste et sectaire. Ce fut l'époque de la tactique « classe contre classe », de la lutte contre le « social-fascisme ». Thorez déjà dirigeait le P.C.F.

Les gens de « Révolution » se trouvent aujourd'hui devant un problème identique. Pour constituer une tendance « pro-chinoise », pour gagner à eux les jeunes écœurés par la politique du P.C.F., ils font de la surenchère démagogique,

mais ils « risquent » (risque pour eux), d'être pris au sérieux, de gagner des militants sincèrement désireux de mener une action révolutionnaire.

La lutte anti-trotskiste prend alors tout son sens. Comme il y a 30 ans pour les manières de phrases gauchistes, les révolutionnaires authentiques sont les ennemis les plus dangereux, et plus ils font de la surenchère, plus ils jouent avec le feu, et plus, ils doivent les attaquer.

Et les mêmes armes sont employées, les mêmes calomnies, les mêmes mensonges, les mêmes citations tronquées ou séparées de leur contexte.

Et l'on retrouve aussi la même indigence idéologique. Que l'on en juge par ces deux exemples :

Du numéro d'avril de « Révolution », sous la plume de J. Vergès :

« C'est Isaac Deutscher lui-même qui nous apprend que, dès 1949, le Parti Communiste Chinois a pris une décision contre le culte de la personnalité en tenant secrètes les dates de naissance de ses dirigeants ».

Du « Drapeau Rouge », à propos du projet de « campus universitaire » (groupe faculté universitaire construit à la campagne) de Liminy. près de Marseille :

« La raison de la création de ces campus est évidente, ils constituent une arme de la bourgeoisie contre les étudiants possibles alliés de la classe ouvrière ».

Sans commentaire.

Mais si qui finalement est le plus révélateur des buts réels de « Révolution », c'est le silence gardé sur certains problèmes. S'il dénonce la politique de coexistence pacifique (celle de Khrouchtchev du moins, car « le Drapeau Rouge » ose se réclamer de la « coexistence pacifique de Lénine »), la trahison des luttes des peuples coloniaux, il n'y a pas un mot sur le rôle du P.C.F. en France sur le sabotage des luttes revendicatives, grâce à la tactique des grèves tournantes, en un mot sur les seules questions où un militant révolutionnaire français puisse faire autre chose que se contenter de mots, agir effectivement.

Si le conflit sino-soviétique crée un climat nouveau, une situation avantageuse pour le travail des militants révolutionnaires, situation qu'il convient d'exploiter, il ne faut surtout pas se faire d'illusions. Pas plus que les dirigeants chinois, ceux qui se réclament d'eux ne représentent un courant révolutionnaire. Staliniens ils ont été, staliniens ils restent, et à ce titre, pour le mouvement ouvrier, ce sont, et restent des ennemis.

Christian JUNG

— UN MONDE, FOU, FOU, FOU... — UN MONDE, FOU, FOU, FOU... — UN MONDE,

SAINT-CLAUDE

(JURA - FRANCE)

SE JUMELLE AVEC

JACKSON - MISSISSIPPI - U.S.A.

« Les ressortissants algériens ne sont admis au Centre nautique que sur présentation préalable au secrétariat de la mairie d'un certificat médical, garant de leur bonne santé, et de leur carte d'identité. »

Tels sont les termes d'un règlement

qui vient d'être promulgué à Saint-Claude, en Jura.

S'en expliquer — comme tente de le faire le maire de cette localité — en disant que seuls parmi les étrangers vivant en France, les Algériens ne sont pas soumis à un examen médical sévère est un peu trop facile. C'est trop vite oublier que pendant plus d'un siècle l'Algérie était un département français !

De surcroît, les Algériens et leur famille vivant en France sont automatiquement soumis au même contrôle médical qui, à l'école comme à l'ata-

lier, est chargé de veiller à la « bonne santé » de la population française. Exiger des Algériens qui y sont soumis, un certificat médical spécial, c'est reconnaître que ce service médical fonctionne mal, ou pas du tout. Alors, pourquoi en ce cas exiger des seuls Algériens une garantie supplémentaire de leur bon état de santé ? Cela s'appelle ségrégation raciale — et cela est interdit, en France, par la loi.

Mais la loi — dans notre société capitaliste — ce sont justement des hommes comme le député-maire de Saint-Claude qui la font... et la violent.

## VOIX OUVRIÈRE

**A**LORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermique nucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale le mouvement ouvrier ne parvient pas à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermique nucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décapité les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

### FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIÈRE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale, comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

# MODS AND ROCKERS

## Les jeunes gens en colère

La presse, la radio, la télévision nous ont informés, souvent avec beaucoup de détails, des sanglantes bagarres qui ont lieu en Grande-Bretagne, pendant le week-end de la Pentecôte.

Nous y avons appris que « Mods » et « Rockers » s'étaient battus sur les plages de Brighton et Margate, à coups de poings, mais aussi à coups de poignards. Ce n'étaient pas les premiers incidents sur le sol britannique causés par « les jeunes ». A Pâques, à Clacton, les mêmes bandes s'en étaient prises à la population locale. Chacun essaie d'expliquer, de « comprendre », ce qui a pu pousser ces jeunes à agir de la sorte. Les commentateurs les plus « honnêtes » posent le problème de cette jeunesse, dont on ne sait que faire, on parle de « loisirs à organiser », d'« énergie à utiliser à d'autres choses ».

Les jeunes ont avant tout envie de savoir, de comprendre. Ils sont le plus souvent révoltés contre les cadres rigides de cette société. Ils sentent confusément que quelque chose ne va pas ; que la société capitaliste est un monde de « vieux », de gens raisonnables, qu'il n'y a pas de place pour eux.

Et cette société, ils la remettent en cause et ils ont raison. Alors « les vieux » ont peur. Ils cherchent à donner à ces jeunes un exutoire.

Mais que lui faut-il donc de plus à la jeunesse ? A longueur d'ondes et d'années, on lui donne de nouveaux chanteurs yé-yé, en lui permettant même de temps à autre de casser quelques fauteuils à l'Olympia, ou ailleurs ; on lui consacre des journaux, des émissions de radio ou de télévision. Et les adultes la regardent attendre, danser le twist !

Seulement le twist, la mode, cela ne lui suffit pas, messieurs.

Car chaque jour à l'usine ou au bureau, les questions se pressent dans la tête des jeunes. Pourquoi d'un côté le luxe et de l'autre le travail avec une petite paie — les jeunes sont embauchés à des salaires dérisoires, surtout compte tenu des abatements

d'âge. Cela s'appelle exploitation de l'homme par l'homme ; cela, ils ne le savent pas toujours.

Mais ils ne peuvent supporter d'être enfermés 8 ou 9 heures par jour et de penser que cela durera toute la vie ; que la jeunesse passera vite et qu'il faudra entrer dans ce monde d'adultes, avec le travail, le mariage bien sûr — cela se fait — les enfants, et encore le travail et les heures supplémentaires pour rembourser le prêt au logement, pour envoyer ses fils à l'école.

Quelque chose ne va pas. Ils ont envie de tout casser, et comme ils ont raison.

Mais que faire pour que cela change ?

Les grands partis de gauche et le P.C.F. en particulier ne leur offrent pas d'issue. On parle de démocratie...

Et à tout prendre, « Nous les Garçons et les Filles » et ses concours de guitare électrique ne valent guère mieux que « Salut les Copains ».

Et le twist ne suffit plus quelquefois à les calmer.

Alors ils s'attaquent aux « braves citoyens » qui ne demandent que la tranquillité, surtout la tranquillité. Ils cassent leurs vitrines, effraient « la famille bourgeoise » ; ils se battent entre eux aussi...

Alors là, ça ne va plus.

La bourgeoisie entend les tenir en mains. Elle veut bien, dans les limites de sa société, qu'ils chahutent un peu, mais surtout pas de violence. Et ceux qui les envoient sur les champs de bataille ne leur pardonnent pas la violence !

Le juge de Margate a en effet été

LIMA, 24 MAI:

## LES BARBARES

Près de 350 morts, de 1.000 à 1.500 blessés, suspension des libertés constitutionnelles, voilà le bilan des incidents qui ont marqué le match de football Argentine-Pérou, le 24 mai, à Lima.

La presse et la radio ont beaucoup parlé de l'hystérie de cette foule prête à lyncher l'arbitre pour un but malencontreusement annulé. Passions « sportives » déchainées, chauvinisme, fureur collective, ces termes conventionnels étaient destinés à mettre sur le compte du « tempérament » sud-américain, le bilan de cette terrible journée.

Malheureusement, pour ceux qui alimentent les explications rassurantes, le climat n'y est pour rien. C'est le service d'ordre qui, en lâchant les chiens policiers, en lançant les grenades lacrymogènes, en armant ses pistolets

(on a retrouvé plusieurs morts par balles) en faisant fermer toutes les issues du stade, est le grand responsable de la panique indescriptible qui causa la mort de centaines de personnes asphyxiées, piétinées, étouffées, écrasées.

Certes le policier qui donna le signal du désastre est actuellement suspendu ; on lui reproche d'avoir manqué de sang-froid. Mais ce n'est pas par hasard si une police stupide, dressée à la répression, a pu appliquer sans nuance un plan de représailles pour le moins « inadapté ».

A l'image du régime, la police de Lima n'a fait que révéler la grande peur des partisans de l'ordre devant toute manifestation populaire aussi apolitique soit-elle. C'est cette peur qui a tué à Lima.

## EN LIBRAIRIE :

### “La destruction

### de Dresde”

### de

### David Irving

Un livre sur « La destruction de Dresde » vient de sortir chez Lafont, dans la collection « Ce jour-là ». Ce jour-là était le 13 février 1945 et c'est un jeune historien anglais, David Irving qui se spécialisant dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine, a été amené à chercher comment et pourquoi la ville de Dresde devint ruines au cours de la Seconde guerre mondiale.

Dans la nuit du 13 au 14 février 1945, la ville allemande de Dresde fut anéantie au cours du raid le plus terrifiant jamais effectué par l'aviation alliée : 135.000 tués dans cette nuit tragique. Presque deux fois plus qu'à Hiroshima où la bombe fit 71.000 victimes.

La couverture du livre situe le récit de ce bombardement de la sorte :

« Dans la ville, c'est la fin du carnaval et beaucoup d'enfants à qui l'on veut cacher l'horreur de la guerre sont costumés. Les vieux sont à l'Opéra salle comble. On se presse aussi au cirque Sarasanni : grande nuit de gala, avec une immense foule enfantine dont les rires flottent sur la ville qui ne veut pas s'endormir.

A l'instant même où le spectacle se termine, les Mosquitos lâchent les premières fusées éclairantes, suspendues aux parachutes. Dans la rue, ravis, les enfants battent des mains.

Alors commence l'apocalypse.

Il est 22 heures : 245 bombardiers Lancasters bourrés à 75 % de bombes incendiaires, à 25 % de bombes explosives arrivent en vue de leur objectif. Le dosage savant des deux types de bombes provoque un véritable typhon de feu par appel d'air. Ceux qui ne sont pas brûlés vifs sont asphyxiés.

1 h. 45 : 529 bombardiers surgissent. Mille hectares sont ravagés par les explosions. 10 h. du matin : 150 fortresses volantes américaines mettent le point final au carnage, tandis qu'une centaine de chasseurs Mustang mitraillent au sol tout ce qui a l'apparence de la vie.

Ce qui frappe le lecteur et ce qui a frappé l'auteur, ce sont d'une part la date à laquelle a eu lieu un tel raid à 3 mois de la paix, et le lieu, c'est-à-dire une ville comme Dresde qui ne représentait pas un lieu stratégique qui était une ville sans objectif militaire une ville composée essentiellement de population civile, de vieillards, de femmes, d'enfants, de réfugiés, de prisonniers de guerre et de travailleurs du S.T.O. (Dresde était passée de 606.000 habitants à 1 million).

Le raid a visiblement pour but d'anéantir la population civile et c'est la raison pour laquelle ce bombardement apparaît comme une tragédie majeure et que son récit soulève des débats passionnés.

sévère pour les « excités » du week-end de la Pentecôte.

« Il faut être plus sévère ! », c'est ce que réclament certains en France. De la sévérité contre les « blousons noirs » !

De la sévérité contre les 100.000 jeunes de la place de la Nation, l'année dernière, au rendez-vous de « Salut les Copains » !

De la sévérité pour les jeunes « voyous » qui l'été dernier, sur la Côte d'Azur, vivaient de vols de larcins, parce que l'argent leur manquait pour s'offrir des vacances et qu'à côté d'eux s'élevaient les luxes, les somptueuses villas, les plages payantes, les casinos.

Sévérité pour les auto-stoppeurs... « s'ils n'ont pas les moyens de se payer le train, qu'ils restent à Paris ! » Il y a ceux qui veulent punir... il y a ceux qui excusent, en disant que cela passera. Mais ni les excuses, ni la sévérité ne changent rien. La jeunesse est révoltée.

C'est d'elle que dépend en grande partie que la révolution se fasse ou pas. Elle a fourni tout au long de l'Histoire un contingent important de révolutionnaires, car lutter pour la révolution, c'est lutter pour la jeunesse du monde.

Et la tâche d'un parti révolutionnaire, ce n'est pas sous prétexte que la jeunesse « aime le twist », lui offrir des bals et autres divertissements, mais c'est lui montrer que l'on peut changer la société et en faire un monde où la perspective d'être un adulte ne fera plus peur. C'est lui dire qu'il n'y a pas d'autre issue que de se battre contre le capitalisme et le détroit.

Et, quoi qu'en disent les yé-yé de tout âge, ce langage-là, les jeunes le comprennent.

Catherine OLIVIER

Le 6 août 1945 la bombe d'Hiroshima n'apportait stratégiquement rien à l'armée « Alliés » (si non la possibilité d'essayer la bombe) mais donnait à l'empereur Hirohito la justification pour une capitulation « honorable ».

Le 13 février 1945, la population de Dresde avait été victime d'autres considérations politiques. Il s'agissait de faire un exemple et une démonstration de la puissance « alliée » afin d'ôter au peuple allemand toute velléité de profiter de la défaite de sa bourgeoisie nationale pour instaurer un régime nouveau. C'était — avant la lettre — une arme de « dissuasion », vraisemblablement gratuite car l'Allemagne de 1945 ne ressemblait en rien à l'Allemagne de 1918. Mais la grande peur de l'après-guerre de 14 avait marqué trop profondément le capitalisme américain et européen, pour qu'il puisse laisser subsister même une infime possibilité de révolution. Les 135.000 morts de Dresde sont le résultat de ce cynique calcul politique.

Ce ne sont certes pas les conclusions de l'auteur qui montre simplement l'horreur et l'inutilité d'un tel bombardement mais un tel livre a le mérite de poser certaines questions d'en suggérer d'autres. Le récit de « ce jour-là » éclaire un des aspects de cette deuxième guerre mondiale sur laquelle tant de choses sont encore à connaître et à dire.

### Permanence :

- A Paris : tous les samedis de 16 h à 20 h 29, rue de Château-Landon
- A Lyon : tous les samedis de 17 h à 20 h Café « Le Clos Vert » 113, Gde-Rue de la Guillotière (Face l'église Saint-Louis)

Directeur-Gérant : M. SCHRÉDIT  
IMPRIMERIE PARISIENNE  
WILSON - PROUDHON  
86, avenue du Président-Wilson, 86  
La Plaine-St-Denis (Seine)

Distribué par les N.M.P.P.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Voix Ouvrière et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressource que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. Voix ouvrière ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront Voix Ouvrière.

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424-78, Paris, au nom de Maurice Schrédit.

29, rue du Château-Landon - PARIS-X